

NEWS

B.D.I.C

SOLIDARNOŚĆ

Bi-mensuel

Date: 16-31 octobre 1987

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski

No 100

LA COMMISSION EXECUTIVE NATIONALE DU SYNDICAT DIT "NON" AU REFERENDUM

La direction nationale de NSZZ "Solidarnosc" a publié le communiqué suivant :

1. Lors d'une session conjointe de la Commission Provisoire de Coordination (TKK) et du Conseil Provisoire (TR) de NSZZ "Solidarnosc", sous la direction du président Lech Walesa, un nouveau corps représentatif unique a été constitué - la Commission Exécutive Nationale (KKW) de NSZZ "Solidarnosc".
2. Les membres de la KKW NSZZ "Solidarnosc" comprennent: Lech Walesa - Président; Zbigniew Bujak - Région de Mazowsze; Jerzy Dłuzniewski - Région de Lodz; Władysław Frasyniuk - Région Basse Silésie; Stefan Jurczak - Région Malopolska; Bogdan Lis - Région de Gdansk; Andrzej Milczanowski - Région Poméranie Occidentale; Janusz Palubicki - Région de Wielkopolska; Stanisław Węglarz - Région Centre-Est; Les noms des représentants des Régions Slask-Dabrowski et Torun seront annoncés à une date ultérieure.
3. A partir de ce jour, la Commission Provisoire de Coordination (TKK) et le Conseil Provisoire (TR) de NSZZ "Solidarnosc" ont terminé leurs activités et ont cessé d'exister. Toutes les compétences et tous les engagements en cours de la TKK et du TR, au pays comme à l'étranger, sont repris par la Commission Exécutive Nationale (KKW) NSZZ "Solidarnosc". La collaboration de la KKW avec toutes les commissions d'entreprise et les autres structures syndicales est maintenue sur base des principes en vigueur.

Gdansk, 25 Octobre 1987

Signé: Lech Walesa, TKK et TR de NSZZ "Solidarnosc"

Le gouvernement a publié le texte des deux questions ci-dessous, qui seront soumises à un référendum national en Novembre: 1. Etes-vous pour la réalisation intégrale du programme d'assainissement radical de l'économie proposé à la Diète et visant à une amélioration significative des conditions de vie de la société, sachant que cela implique une période transitoire difficile de deux à trois ans de changements rapides? 2. Etes-vous pour un modèle polonais de démocratisation profonde de la vie politique, ayant pour objet d'affermir l'autogestion, d'étendre les droits des citoyens et d'augmenter la participation de ceux-ci à la gestion du pays?

En réponse, la Commission Exécutive Nationale a publié le document suivant: "POSITION SUR LE REFERENDUM"

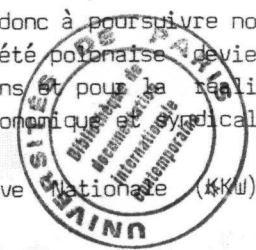
"L'immense majorité de la société revendique depuis longtemps un changement fondamental du fonctionnement du système économique et politique en Pologne. Il existe une aspiration générale à ce que le pays devienne un état démocratique, à ce que l'économie fonctionne avec des principes normaux basés sur les lois du marché, à ce que seuls le travail et les compétences décident de la prospérité individuelle. Ce sont des questions évidentes, qui ne datent pas d'hier. Elles sont posées depuis de nombreuses années, et en tout cas depuis le tournant décisif d'Août 1980. Un gouvernement qui prouverait son intention de construire la Pologne que nous souhaitons obtiendrait le soutien de la société. Il faut toutefois se souvenir que ce pays est aujourd'hui gouverné par la même équipe qui, il y a six ans introduisait l'état de guerre, tout en étouffant les aspirations sociales à la démocratie. Cette même équipe avait alors annoncé solennellement qu'elle réaliserait une réforme économique et qu'elle sortirait la Pologne de la crise. Aucune de ces promesses n'a été tenue. Aujourd'hui personne ne croit plus en la parole de telles autorités. Un système de véritables garanties politiques sociales et économiques est indispensable. Les gouvernants ont-ils offert de telles garanties en formulant les questions du référendum? L'unique réponse qui ne soit pas équivoque,

c'est NON. Les questions sont formulées de manière très générale, ne proposent aucun projet concret de réponses démocratiques. On ne pose pas la question du principal axe du conflit dans notre pays - à savoir "Solidarnosc". Aujourd'hui il est clair pour tous les Polonais que le référendum doit donner au pouvoir des bases pour gouverner en se référant au soit-disant soutien de la société. Le référendum aurait pu donner une chance à la Pologne, et une fois de plus les autorités n'ont pas saisi cette chance. C'est pourquoi nous sommes obligés de répondre "NON" à la question de participer ou non à ce référendum. La société ne doit pas participer à cette entreprise à caractère exclusivement de propagande. Une fois de plus nous devons répéter que nous sommes pour de profondes réformes politiques et économiques. Mais les questions du référendum prouvent que ceux qui nous gouvernent s'obstinent à ne pas vouloir reconnaître à la nation le caractère de sujet disposant du droit de décider dans les questions primordiales qui les concernent. Il nous reste donc à poursuivre notre lutte obstinée pour que la société polonaise devienne pleinement une société de citoyens et pour la réalisation du pluralisme politique, économique et culturel."

Gdansk, 25 Octobre 1987

Signé: La Commission Exécutive Nationale (KKW) de NSZZ "Solidarnosc";

U.P. 12.007



LE 9 OCTOBRE, une délégation au plus haut niveau de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) s'est rendue à Moscou, où elle a rencontré le dirigeant soviétique, Mr. Gorbachev. Cette visite, une première absolue, fait partie d'une série de rencontres avec les plus hauts dirigeants du monde, initiée par la CISL afin de discuter les problèmes de la paix, de la sécurité et du désarmement. Le sujet des droits de l'homme tient une place importante dans les débats, le Secrétaire Général de la CISL, John Vanderveken, établissant un ferme lien entre la construction d'une paix globale et le respect pour les droits fondamentaux de l'homme: "Nous voyons comme vitaux, l'un par rapport à l'autre, le progrès dans le respect des droits humains et celui dans les traités internationaux de désarmement". Les syndicalistes mirent l'accent de manière répétée sur l'importance du respect pour la liberté d'association et d'autres droits des travailleurs, comme un élément indispensable pour contribuer à la paix et à la stabilité du monde, affirmant que "le respect complet par tous les états des garanties internationales quant aux droits de l'homme, et des institutions qui soutiennent ces garanties, comme les Nations Unies et l'Organisation Internationale du Travail, est le moyen d'arriver à ce que la défense de la liberté puisse être assurée sans recours aux armes". Admettons que certains changements positifs en Union Soviétique inspiraient l'espoir de progrès ultérieurs, John Vanderveken affirma clairement que "l'aune à laquelle on mesurerait tout progrès serait...la Charte des Nations Unies, la Déclaration Universelles des Droits de l'Homme, la Constitution de l'OIT et la Convention 87 de l'OIT sur la liberté d'association".

SUITE A UNE série d'accidents tragiques dans les mines, la Commission Nationale de Coordination des Mineurs de NSZZ "Solidarnosc" a publié une dramatique "lettre ouverte" aux plus hautes autorités de l'état, à l'Eglise et à toutes les personnes de bonne volonté. La Commission écrit: "Les récents accidents tragiques, qui ont coûté la vie à plus de vingt mineurs et provoqué des blessures à de nombreux autres, démontrent de manière poignante le fait que les mesures de sécurité dans nos mines demeurent complètement inadéquates, et que les quotas de production prennent le pas sur tout le reste. Contrairement à la propagande officielle, c'est le système de gestion, et non l'erreur humaine, qui est la cause première des accidents. D'autre part, le système vicié conduit en toute logique aux erreurs et rend celles-ci virtuellement inévitables". Les auteurs du document présentent les conditions techniques terrifiantes régnant dans les mines, le manque d'outils et des pièces détachées, l'équipement obsolète, et le manque de temps nécessaire pour l'entretien, face aux exhortations constantes de la direction afin d'accélérer la production. Dans de telles conditions d'exploitation insensée, les mesures de sécurité deviennent fiction. "Nous devons faire tout ce qui est possible afin de sortir de ce cercle vicieux - plaident les membres de la Commission - sinon les mineurs continueront de mourir et de souffrir...le prix de tonnes supplémentaires de charbon ne devrait pas être calculé en vies humaines. Il faut abolir une fois pour toutes la suprématie de la production sur les

mesures de sécurité. Nous exigeons que la sécurité du travail devienne une priorité, même si cela signifie une production en baisse." En conclusion, la Commission de Coordination soumet deux revendications cardinales en vue d'arriver à une amélioration fondamentale des conditions de travail: a) l'homme, avec ses talents, son savoir et son expérience, doit être reconnu comme l'atout le plus important de l'industrie minière. Il faut remplacer la discipline militaire avec ses commandements et ses ordres aveugles par la discipline professionnelle des mineurs, fondée dans le respect de l'homme et de sa dignité; b) les organisations des mineurs doivent recouvrir le statut qui leur est dû et, par - dessus tout, être indépendantes de l'administration. Le travail de mineurs doit devenir aussi sûr que le permettent les garanties technologiques modernes.

"LA REVUE MINIERE", journal professionnel de l'industrie minière, a publié récemment un article analysant les accidents survenus dans les mines de charbon et de cuivre au cours des seize dernières années. Elle en conclut que les conditions naturelles et la technologie influencent les accidents à un degré bien moindre que les facteurs décrits comme "inter-départementaux", autrement dit que la planification, la gestion du travail et l'administration portent la responsabilité principale des accidents qui entachent l'industrie minière.

1,5 MILLION de travailleurs de secteur public sont exposés à des conditions de travail nocives ou dangereuses, d'après les estimations officielles. Mais en même temps, le nombre de travailleurs bénéficiant d'un traitement de convalescence pour maladies du travail continue à chuter. Ce sont généralement les règlements du travail des entreprises que l'on blâme comme cause de cette triste réalité.

NSZZ "SOLIDARNOSC" a été le lauréat du premier Prix de la Liberté Kurt Schumacher. Lors d'une cérémonie qui s'est déroulée à Francfort (RFA), Lech Walesa, empêché de se rendre à l'étranger, était représenté par T. Mazowiecki, conseiller de "Solidarnosc", qui a décrit le prix comme "un acte de solidarité avec tout ce qui nous tenons à coeur et ce pour quoi nous continuons de lutter".

SEULES 158 MILLE familles bénéficieront cette année des allocations sociales aux familles, alors que leur nombre se situait à plus d'un demi-million il y a deux ans. Les nouvelles dispositions régissant l'aide sociale aux familles limitent les allocations aux seules familles dont le revenu mensuel n'exède pas 3600 zlotys par personne. A cet égard, il convient de noter que le niveau minimum absolu d'existence, tel qu'estimé par le Réseau (Siec) de NSZZ "Solidarnosc", se monte à 9000 zlotys par personne.

RENVERSER LA tendance désastreuse à la pollution et à la destruction de l'environnement naturel du pays, tel devait être un des buts majeurs du plan quinquennal en cours. Pourtant, la commission de l'environnement de la Diète a conclu qu'il n'y aurait aucune possibilité d'atteindre ce but dans un avenir envisageable.